



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

16353-F

Distr. LIMITEE

PPD.41/Rev.1(SPEC.)*
12 avril 1988

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Réunion ministérielle de solidarité
pour la coopération au développement
industriel de la République du Cap-Vert

Praia (Cap-Vert), 6-10 juin 1988

DOCUMENT D'INFORMATION DE BASE**

* PPD.41 a été publié en anglais seulement.

** Ce document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.88-23850 7763A

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INDICATEURS DE BASE	1
GENERALITES	3
1. Territoire et climat	3
2. Population	3
PRINCIPAUX INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES	3
1. Produits intérieur brut	3
2. Commerce extérieur	7
3. Caractéristiques de la situation monétaire et financière	9
3.1 Structure du système financier	9
3.2 Monnaie et crédit	9
3.3 Changes	11
4. Caractéristiques principales des secteurs	11
4.1 Agriculture	11
4.2 Industries extractives	11
4.3 Les industries manufacturières	12
4.4 Bâtiment et travaux publics	12
4.5 Commerce	12
4.6 Transports et communications	13
4.7 Secteur des entreprises d'Etat	14
LE SECTEUR MANUFACTURIER ET LE DEVELOPPEMENT DU CAP-VERT	14
1. Historique	14
2. Le rôle de l'industrie depuis l'indépendance	15
ETAT ACTUEL DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	18
1. Caractéristiques du secteur	18
2. La structure industrielle	20
3. Productivité et salaires	23

	<u>Page</u>
DEUXIEME PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT ET ROLE DE L'INDUSTRIE	25
1. Perspectives du développement industriel	26
Facteurs déterminants	26
Possibilités	27
2. Stratégie d'industrialisation : virage et continuité	28
3. Le rôle des divers agents économiques dans l'application de la stratégie	29
4. Les principaux instruments de la politique industrielle	30

INDICATEURS DE BASE

La République du Cap-Vert a accédé à l'indépendance le 5 juillet 1975.

A. <u>Population totale</u>	296 094 habitants (1980)
Population active	92 066 (1980)
PIB	10 488,5 millions d'escudos (1984)
PNB par habitant	360 dollars EU (1983)

Secteur du PIB - à l'exclusion de l'administration publique (1982)

Agriculture	12,9
Pêcheries	1,6
Industrie	5,1
Construction et travaux publics	22,5
Transports	13,2
Services	10,9
Commerce	33,8

B. <u>Superficie</u>	4 033 km ²
----------------------	-----------------------

Principales villes (1980)

Praia (capitale)	38 050 habitants
Mindelo	36 558 "

C. <u>Agriculture (milliers de tonnes en 1984)</u>	
--	--

Haricots	5,4
Manioc et pomme de terre	4,1
Bananes	3,5
Légumes	3,0
Mais	2,5
Patates douces	2,1
Autres fruits	1,0
Rhum (hectolitres)	1 600

D. <u>Industries extractives</u> : sel, pouzzolanes	
---	--

Energie : pétrole, bois, biomasse

Transports :

Routes (km)
Aéroport international de Sal et terrains d'aviation sur presque toutes les îles.

E. Importations CAF (1984)

Valeur totale : 5 385,9 millions d'escudos CV

Principaux articles : produits alimentaires, boissons, matériaux de construction, matériel

Principales sources : Portugal, Pays-Bas, France, République fédérale d'Allemagne, Etats-Unis, Espagne, Royaume-Uni, Suède

Importations de services (1984)

Valeur totale : 2 029,1 millions d'escudos CV

F. Exportations FOB (1984)

Valeur totale : 225,1 millions d'escudos CV

Principaux articles : poisson, vêtements, bananes

Principales destinations : Portugal, République centrafricaine, Guinée-Bissau, Pays-Bas

Exportations de services (1984) : 2 101,9 millions d'escudos CV

Principales sources de recettes : aéroport de Sal, transports maritimes, tourisme

G. Transferts (1984) : 3 976,2 millions d'escudos CV

Balance des paiements (1984) : 587,2 millions d'escudos CV

Dette intérieure (1984) : 82,7 millions de dollars EU

Service de la dette extérieure (1984) : 11 pour cent du total des exportations et transports privés

- Sources :
- A. Direction générale du Plan
 - B. Direction générale du Plan
 - C. Direction générale du Plan
 - D. Direction générale du Plan
 - E. Banque du Cap-Vert et Direction générale du Plan
 - F. Banque du Cap-Vert et Direction générale du Plan
 - G. Banque du Cap-Vert et Direction générale du Plan

GENERALITES

1. Territoire et climat

La République du Cap-Vert a une superficie d'environ 4 033 km². Elle est située à 300 milles à l'ouest de Dakar, capitale du Sénégal, et se compose de dix îles, dont neuf habitées en permanence et de cinq récifs.

Le climat est celui de la zone sahélienne, marqué par des sécheresses périodiques dont la plus récente a été extrêmement grave. La saison des pluies a été brève mais l'intensité des précipitations a causé de graves dommages aux cultures et érodé le sol.

Dix pour cent environ de la superficie totale du pays sont en culture, dont les neuf dixièmes se trouvent sur les îles de Santiago, de Santo Antao et de Fogo.

2. Population

D'après le dernier recensement, la République du Cap-Vert avait en 1980 295 063 habitants dont près de la moitié vivent dans l'île de Santiago, au voisinage de la capitale, Praia.

La population urbaine, estimée à 25,2 pour cent du total, se concentre dans les villes de Praia et de Mindelo.

L'émigration a exercé une influence considérable sur la croissance de la population permanente. Compte tenu de l'émigration, cette croissance n'a pas dépassé 1 pour cent par an de 1970 à 1980 alors que, pendant la même période, l'accroissement naturel a été d'environ 2,5 pour cent par an.

Le taux de reproduction est en baisse mais reste élevé (6,3 enfants par femme en âge de procréer). La mortalité infantile a atteint 8,4 pour cent en 1979-1981 et l'espérance de vie 60,7 ans en 1980.

PRINCIPAUX INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

Pour dresser un tableau général de l'évolution économique du Cap-Vert depuis l'indépendance, il convient d'exposer les principales caractéristiques de sa structure économique (voir tableau 1). Ce sont les suivantes :

1. Produit intérieur brut

De 1976 à 1980, le PIB a augmenté en moyenne de 11 pour cent par an en valeur réelle. La croissance s'est ensuite ralentie.

En 1984, le PIB a avoisiné la consommation totale du pays, tant publique que privée, (alors qu'il n'en a représenté que 73 pour cent de 1977 à 1979), ce qui équivaut à 67 pour cent de la dépense totale (contre 48 pour cent de 1977 à 1979).

La structure du PIB (voir tableaux 2 et 3) atteste l'insuffisance de la base matérielle de l'économie, due tant à la pauvreté des ressources naturelles qu'aux inconvénients du climat, qui rendent précaire et incertaine l'activité agricole. C'est pourquoi le secteur tertiaire, notamment le commerce et l'administration publique, occupe une place importante dans la structure du PIB. Le secteur manufacturier commence à peine à se développer.

Tableau 1

Dépenses intérieures

	Valeur (en millions d'ECV)		% du PIB	
	1982	1984	1982	1984
Consommation	7.516,1	10.189,7	95,4	97,2
GDI	4.561,2	5.399,3	57,9	51,5
Modification des stocks	-34,2	-12,5	--	--
Dépense totale	12.043,1	15.576,5	152,9	148,9
Exportations	1.426,3	2.327,0	15,8	22,2
Importations	-5.411,3	-7.415,0	68,7	70,7
Déficit de ressources	-4.165,0	-5.088,0	52,9	84,5
PIB	7.878,5	10.488,5	100,0	100,0

Source : Comptes provisoires de la Direction générale du Plan (DGP) 1982/84
(en prix courants)

Tableau 2

Structure du produit intérieur brut, administration
publique exclue (en pourcentage)

	1980	1981	1982
Agriculture, élevage	21,7	16,5	12,9
Pêche traditionnelle	--	--	--
Pêcheries industrielles	2,1	1,3	1,6
Secteur manufacturier	5,1	4,4	5,1
Eau, électricité			
Construction, travaux publics	14,5	16,3	22,5
Transports	11,0	12,3	13,2
Services	10,8	10,6	10,9
Commerce	34,5	36,6	33,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Source : Direction générale du Plan (DGP)

Tableau 3

Evolution du secteur de la production
(millions d'ECV en prix courants)

	1980	1984	%
<u>Secteur primaire</u>	1.130,3	1.366,4	20,9
Agriculture, élevage, pêche traditionnelle	1.031,3	1.233,7	20,0
Pêcheries industrielles	99,2	132,7	34,0
<u>Secteur secondaire</u>	932,4	1.895,6	103,3
Secteur manufacturier	240,7	487,2	102,0
Construction et travaux publics	691,7	1.408,4	104,0
<u>Secteur tertiaire</u>	2.676,4	5.337,4	100,4
Eau, électricité	-19,8	-11,6	--
Transports	522,7	1.560,8	199,0
Services	515,7	1.097,9	113,0
Commerce	1.657,8	2.730,3	65,0
TOTAL	4.739,2	8.639,4	82,0

Source : Direction générale du Plan (DGP)

2. Commerce extérieur

En 1984, les importations ont représenté 70.7 pour cent du PIB et environ 73 pour cent de la consommation. Le rapport exportation/importation est très faible. Toutefois les bonnes recettes des services (notamment du fait de l'emploi de l'aéroport international de Sal par les compagnies aériennes étrangères) et notamment les transferts en provenance de l'étranger (aide et versements des émigrants - voir tableau 4) ont contribué à la relative aisance de la situation de la balance des paiements (voir tableau 5).

La nécessité de recourir à des emprunts extérieurs pour compléter les dons destinés au financement des investissements prévus par le premier plan national de développement a eu pour effet d'augmenter considérablement la dette extérieure du Cap-Vert. Son impact sur le service de la dette (estimé à 11 pour cent de la valeur des exportations et des transports privés) a toutefois été modéré, du fait des conditions libérales auxquelles les prêts ont été accordés.

Tableau 4

Aide extérieure et versements des émigrants
(en millions d'ECV)

	1980	1981	1982	1983
Aide extérieure	1 057	931	1 769	2 270
Versements des émigrants	1 610	1 539	1 620	1 473
TOTAL	2 667	2 470	3 389	3 743
En pourcentage du PIB	102,7	75,3	74,5	64,4
En pourcentage des importations	75,9	49,2	57,7	53,8

Source : Ministère du Plan d'Etat et de la coopération et Banque mondiale
(estimations)

Tableau 5

Balance des paiements
(en millions d'ECV)

	1980	1981	1982	1983	1984(a)
I. Compte courant	<u>-175,7</u>	<u>-1.050,9</u>	<u>-800,6</u>	<u>-1.087,9</u>	<u>-1.002,5</u>
a) <u>Balance du commerce</u>	<u>-2.846,4</u>	<u>-3.978,2</u>	<u>-4.922,9</u>	<u>-6.008,9</u>	<u>-5.160,8</u>
Exp. (FOB)	366,2	304,8	215,5	139,3	225,1
Imp. (CIF)	-3.212,6	-4.183,0	-5.138,0	-6.145,2	-5.385,9
b) <u>Services</u>	<u>243,1</u>	<u>37,8</u>	<u>659,7</u>	<u>1.181,2</u>	<u>985,8</u>
Prêts	-29,8	-44,6	-38,2	-14,5	-206,7
Assurance	2,1	1,7	1,4	-2,1	-0,9
Revenu des investissements	136,2	25,5	-205,1	-344,3	-103,5
Autres transports (b)	212,3	580,3	1.013,0	1.726,8	1.499,0
Divers	-77,7	-525,1	-11,4	-134,7	-197,1
c) <u>Transferts</u>	<u>277,9</u>	<u>2.789,5</u>	<u>3.462,6</u>	<u>3.739,8</u>	<u>3.976,2</u>
Privés	1.596,4	1.759,6	1.866,0	2.367,2	1.803,0
Publics	1.182,6	1.029,9	1.596,1	1.372,6	2.173,4
II. Compte des capitaux	<u>94,8</u>	<u>90,0</u>	<u>1.134,8</u>	<u>1.069,2</u>	<u>367,2</u>
Privés	1,2	1,1	81,4	20,8	13,2
Public	93,6	907,9	1.053,4	1.048,4	87,6
III. Erreurs et omissions	<u>-40,4</u>	<u>169,6</u>	<u>330,7</u>	<u>303,6</u>	<u>381,2</u>
IV. Balance générale	<u>230,1</u>	<u>27,7</u>	<u>670,9</u>	<u>284,9</u>	<u>597,2</u>

Source : Banque du Cap-Vert

a) Chiffres provisoires

b) Comprend les taxes d'aéroport, l'assistance aux appareils, les taxes portuaires de Saint Vincent

3. Caractéristiques de la situation monétaire et financière

3.1 Structure du système financier

Avant l'indépendance, deux établissements financiers portugais opéraient au Cap-Vert : le Banco Nacional Ultramarino, agence chargée de l'émission de la monnaie et jouant le rôle de banque commerciale, et la succursale de Mindelo du Banco de Fomento Nacional, fonctionnant comme institution de développement.

La Banque du Cap-Vert (BCP) a été créée en 1976, après l'indépendance, pour servir de banque centrale. C'est la banque d'émission et elle gère le compte du trésor public.

La BCP a repris les agences du BNU et du BFN et est ainsi devenue à la fois une banque commerciale et une banque de développement. Elle a son siège à Praia, deux grandes agences à Mindelo et à Sal, ainsi que d'autres moins importantes dans plusieurs îles.

À l'heure actuelle, la BCV a chez la Banque mondiale une ligne de crédit de 4 millions de dollars et a créé à cet effet un département d'analyse du crédit dans son siège ainsi qu'à l'agence de Saint Vincent.

La Caixa Económica Postal (caisse d'épargne postale), créée il y a plus de cinquante ans, est devenue en 1985 une entreprise publique dénommée "Caixa Económica de Cabo Verde" soumise à l'autorité du premier ministre. Elle a pour principale fonction de recevoir des dépôts à vue et à terme, d'accorder des prêts personnels et de faire des opérations de crédit au logement. Malgré l'augmentation du volume des dépôts elle ne représente qu'une très faible part du système financier du Cap-Vert (pas plus de cinq pour cent en 1983).

3.2 Monnaie et crédit

La BCV étant l'institution financière la plus importante, le système monétaire actuel ressemble à un système à banque unique. Depuis l'indépendance, la politique monétaire a visé la création de fortes réserves de devises étrangères. L'expansion du crédit stimulée par l'augmentation des importations a cependant mis obstacle à la réalisation de cet objectif.

La politique du crédit a été conforme au caractère ouvert de l'économie du pays.

La BCV applique un système officieux de plafonnement du crédit déterminé en fonction du niveau des réserves de devises et des besoins de crédit de l'économie.

Le crédit au secteur public est limité à 15 pour cent des recettes courantes de l'année précédente. Cette règle a rarement été enfreinte, sauf en 1931 et 1933 lorsque le Gouvernement a dû faire appel à de nouveaux crédits pour financer les travaux du chantier naval de Saint Vincent.

Le BCV demande aux entreprises du secteur public ou privé qui sollicitent des crédits des renseignements détaillés sur les investissements envisagés afin de s'assurer des mérites et de l'intérêt que présentent les opérations en question.

D'après les informations dont on dispose, la masse monétaire et son évolution sont les suivantes :

Tableau 6

Facteurs agissant sur la masse monétaire, 1980-1984 (fin de période)

	1980	1981	1982	1983	1984
	(modifications annuelles en millions d'ECV)				
Avoirs extérieurs nets	<u>230,2</u>	<u>27,7</u>	<u>671,6</u>	<u>284,6</u>	<u>-24,1</u>
Avoirs intérieurs nets	<u>572,2</u>	<u>595,9</u>	<u>523,8</u>	<u>645,0</u>	<u>1.379,2</u>
Créances nettes sur l'Etat	-42,6	418,4	-75,7	153,2	-75,2
Créances sur les entreprises publiques non financières	43,4	182,7	274,7	169,0	2,7
Créances sur le secteur privé	-27,8	253,1	95,2	453,3	-164,3
Divers (net)	199,2	-258,3	229,6	130,5	1.596,0
Monnaie et quasi-monnaie	<u>644,5</u>	<u>522,2</u>	<u>818,7</u>	<u>743,9</u>	<u>848,0</u>
Compte en capitaux	<u>157,9</u>	<u>101,4</u>	<u>376,4</u>	<u>185,7</u>	<u>507,1</u>
	(modifications annuelles en pourcentage)				
Avoirs nets intérieurs	48,3	33,9	22,3	22,4	39,2
Créances nettes sur l'Etat	-55,4	319,8	-16,7	40,6	-14,2
Créances sur les entreprises publiques non financières	400,2	30,9	35,5	16,1	0,3

Source : Rapport de 1984 du FMI

De 1980 à 1983, les avoirs financiers intérieurs ont augmenté au taux moyen de 26 pour cent, légèrement supérieur au taux d'inflation 1/ de la même période. On estime à 19 pour cent le taux d'augmentation de 1984.

1/ D'après les estimations du FMI pour la période 1980-1983, le taux d'inflation a été en moyenne de 21 pour cent par an. On prévoit qu'il redescendra à 18,5 pour cent en 1984.

3.3 Changes

Le cours de change de l'escudo est rattaché depuis janvier 1950 à un "panier" pondéré de monnaies des neuf principaux partenaires commerciaux.

Le cours de l'escudo par rapport au dollar des Etats-Unis est fixé administrativement chaque jour d'après les cotations du dollar et des autres devises du "panier".

De 1980 à 1984, l'escudo s'est dévalué d'environ 111 pour cent par rapport au dollar et de 66 pour cent par rapport au DTS (droit de tirage spécial). Il s'est réévalué de 29 pour cent par rapport à l'escudo portugais.

4. Caractéristiques principales des secteurs

4.1 Agriculture

C'est surtout une agriculture de subsistance et la production dépend étroitement des pluies, des efforts accomplis pour fixer le sol et pour retenir l'eau. Le maïs et les haricots sont les principales cultures sèches et la canne à sucre la plus grande culture irriguée.

L'élevage fournit un complément de ressources aux zones rurales. Il porte principalement sur le porc, les chèvres et les volailles et dans une moindre mesure sur les ovins qui ont beaucoup souffert de la sécheresse.

Les forêts n'occupent qu'une très faible superficie et les efforts de reboisement (très compromis par la sécheresse) sont surtout conçus pour modifier l'environnement.

Malgré son peu d'importance, la pêche alimente abondamment le marché intérieur et représente aussi une source de devises. Cette activité se divise en deux sous-secteurs. Celui de la pêche traditionnelle, qui opère à petite échelle et celui de la pêche industrielle exploitée par INTERBASE, entreprise publique disposant de navires plus grands qui peuvent aller plus loin et dont la prise est entièrement destinée à l'exportation. L'espèce la plus caractéristique est le thon.

4.2 Industries extractives

Elles consistent essentiellement en production de sel dans l'île du même nom et de nouzzolanes dans celle de Sao Antao. La production du sel a légèrement regagné en 1984 du terrain perdu les années précédentes par suite de l'accumulation des stocks. L'extraction de nouzzolane a longtemps été une activité relativement importante, en grande partie exportatrice, et la production a même atteint 30 000 tonnes par an. Vers la fin de 1982 une entreprise publique de matériaux de construction dénommée MAC a repris l'exploitation des gisements existants arrêtée depuis six ans, mais au ralenti (5 à 6 000 tonnes par an).

4.3 Les industries manufacturières

Le secteur manufacturier, encore dans l'enfance, se compose de petites et moyennes entreprises disposant de faibles ressources technologiques. Sa contribution au PIB est insignifiante. La production de vêtements, de peintures et de produits pharmaceutiques joue toutefois un rôle important dans la substitution aux importations. Les principales entreprises sont publiques : elles opèrent dans le secteur des matériaux de construction (MAC) et du bâtiment ainsi que dans celui des produits pharmaceutiques (EMPROFAC). Au nombre des entreprises mixtes, il faut citer MORABEZA (vêtement), SITA (peintures) et MOAVE (meunerie).

Les petites distilleries de rhum à partir de la canne à sucre contribuent à l'activité industrielle.

La plus grosse affaire des trois dernières années a été l'achèvement en 1983 du chantier de réparations navales de Mindelo qui a coûté environ 40 millions de dollars. Il appartient à la société nationale CABMAP et est géré par CABNAVE, entreprise d'économie mixte dont une partie du capital appartient à des chantiers hollandais et portugais.

L'expansion universelle de la pêche et la crise mondiale qui frappe l'industrie des constructions et réparations navales ont cependant gravement réduit l'activité de ce chantier.

Plus récemment toutefois, la reprise de ses activités permet d'augurer plus favorablement de son avenir que pendant la première période de marasme.

4.4 Bâtiment et travaux publics.

Les secteurs du bâtiment et des matériaux de construction sont depuis 1980 les plus dynamiques de l'économie du pays : ils représentent un quart du PIB et un cinquième de l'emploi.

Malgré l'activité croissante du secteur du bâtiment et des travaux publics, la crise du logement continue à sévir et les logements communautaires ainsi que les infrastructures essentielles font toujours défaut.

De plus, l'intense activité du bâtiment s'est systématiquement approvisionnée en matériaux de construction importés, et ce dans une proportion telle que l'équilibre de la balance commerciale s'en trouve compromis.

Le pays dispose de quelques ressources naturelles - pouzzolanes, calcaire, gypse, pierres d'ornement - mais elles n'ont été que peu exploitées. Leur meilleur emploi contribuerait pourtant sensiblement au développement du secteur de la construction.

4.5 Commerce

Ce secteur joue un rôle de premier plan dans l'économie du Cap-Vert et fournit un tiers du PIB. Plus de la moitié de la valeur ajoutée provient des bénéfices commerciaux sur les marchandises importées et un quart des marées

réalisées sur la vente de carburants aux navires étrangers. Du fait du caractère insulaire du pays et de sa grande dépendance à l'égard des pays d'outremer, l'activité commerciale joue un rôle décisif dans l'économie et dans l'approvisionnement de la population en produits de première nécessité.

4.6 Transports et communications

La liaison entre les îles et le reste du monde dépend en grande partie de la navigation. Les transports interinsulaire sont assurés par une entreprise publique, ARCA VERDE et par plusieurs entreprises privées. Les ports sont administrés par une entreprise publique, ENA/POR.

De grands efforts ont été entrepris pour améliorer les installations portuaires à Mindelo, à l'occasion de la construction du chantier naval : à Praia, avec l'appui de la Banque mondiale. D'autres travaux sont envisagés pour les îles de Maio et de Fogo.

Les transports aériens interinsulaire et internationaux sont du ressort d'une entreprise publique, la TACV. L'aéroport international de Sal a été agrandi et rééquipé en 1981/82, ce qui n'a pas manqué d'amplifier les avantages directs et indirects dus à son utilisation.

Tableau 7

Structure de la production en 1985
(en prix de 1985)

	Production	Valeur ajoutée	Valeur ajoutée en pourcentage
Agriculture	1.790	1.465	12,5
Pêcheries	735	465	3,4
Secteur manufacturier	1.870	670	5,7
Energie	315	-25	
Construction	3.630	1.765	15,0
Transport	3.195	1.850	15,8
Commerce	4.165	3.200	27,3
Services directs	1.575	1.080	9,2
Services de l'Etat	2.795	1.245	10,6
TOTAL	20.700	11.715	100
DTI (a)		860	
PIB (en prix du marché)		12.575	

Source : Direction générale du Plan

a) Droits et taxes concernant les importations

4.7 Secteur des entreprises d'Etat

Le secteur des entreprises d'Etat (SEE) présente une importance capitale dans la structure économique du Cap-Vert. En 1984, il a représenté :

- 30 pour cent de la VAB (valeur ajoutée brute)
- 25 pour cent des salaires
- 45 pour cent des importations
- 69 pour cent des exportations

Plusieurs entreprises connaissent de graves difficultés financières dues à leurs mauvais résultats, à l'insuffisance de leur dotation en capitaux et aux retards des paiements de l'Etat.

Les principaux facteurs défavorables qui pèsent sur le SEE sont les suivants :

- Problèmes de débouchés dus aux insuffisances du système des transports, à l'étroitesse du marché et aux difficultés d'exportation :
- Problèmes relatifs à l'entretien et à la réparation ainsi qu'à l'approvisionnement en pièces de rechange :
- Problèmes de gestion, dans un domaine où presque toutes les entreprises ont besoin d'aide.

LE SECTEUR MANUFACTURIER ET LE DEVELOPPEMENT DU CAP-VERT^{1/}

1. Historique

Au moment de l'indépendance, le secteur manufacturier, qui consistait en quelques petites entreprises, notamment boulangeries et distilleries, ne jouait qu'un rôle peu important dans l'économie du Cap-Vert.

On n'a pas tardé à se rendre compte qu'une politique volontariste visant le développement de la production industrielle serait un des facteurs décisifs de l'établissement d'une base technique et économique et notamment de la solution des principaux problèmes du pays. C'est ce qu'ont exprimé sans équivoque les directives politiques - conclusions des deux congrès du PAICV tenus en 1981 et 1983 - et strictement économiques - perspectives de développement à long terme et premier Plan national de développement.

Pour la première des trois phases prévues de l'effort de développement (à savoir la reconstruction nationale, comprenant l'exécution du premier Plan national de développement), l'adoption d'une stratégie ambitieuse d'industrialisation (le "défi industriel") a été jugée nécessaire au développement du Cap-Vert.

^{1/} D'après le "Document de stratégie du développement industriel" par Aurora Murteira. CTP du Projet CVI 84/002, mars 1986.

On a pensé que pour rendre viable l'économie du Cap-Vert, le processus de développement industriel devrait, à travers toutes ses difficultés manifestes - manque de ressources naturelles, étroitesse du marché intérieur, coût excessif des facteurs entre autres - et compte tenu des limitations particulières du secteur agricole, non seulement atteindre ses objectifs essentiels de développement, mais encore produire un excédent permettant de financer des investissements et d'assurer le service de la dette extérieure. Ces directives sont dans une certaine mesure exprimées dans le premier Plan national de développement (PND).

2. Le rôle de l'industrie depuis l'indépendance

Pour permettre à l'industrie de devenir l'animatrice de l'économie du Cap-Vert, conformément aux grandes orientations politiques, économiques et sociales assignées à l'avenir du pays, le premier PND a fixé comme suit les priorités du développement industriel :

- satisfaire la demande intérieure de biens de consommation
- lutter contre le chômage
- réduire le déficit de la balance commerciale
- exploiter les ressources naturelles

Pour y parvenir, la politique industrielle devrait envisager la création d'entreprises importatrices (sans pour autant négliger la promotion des exportations) de manière à atteindre jusqu'en 1985 les objectifs suivants :

- porter à 11 pour cent la contribution du secteur manufacturier au PIB, ce qui signifie une augmentation moyenne annuelle de 40,1 pour cent de la production industrielle :
- porter à environ 24 pour cent la part des exportations industrielles (essentiellement dues à CABNAVE) dans le total des exportations.

On a jugé qu'il serait bon de préciser quels seraient les secteurs économiques les plus aptes à atteindre ces objectifs. Ils auraient de préférence à remplir les conditions suivantes :

- ne pas dépendre essentiellement d'économies d'échelles pour être bénéficiaires :
- ne pas exiger un usage intensif de facteurs peu abondants tels que l'énergie et l'eau :
- employer beaucoup de main-d'oeuvre et, dans un proche avenir, de main-d'oeuvre qualifiée, afin de devenir concurrentiels.

L'étude^{1/} entreprise à cet effet en 1980 sous les auspices de l'ONUDI a avancé que le développement industriel du pays devrait s'appuyer sur les quatre grands groupes industriels suivants :

^{1/} "Perspectives industrielles à long terme", par Raphaël Chaumonière.

- a) industries reposant sur les ressources maritimes :
- b) industries agro-alimentaires :
- c) matériaux de construction :
- d) travail des métaux.

Afin d'atteindre les objectifs fixés, le premier PND a affecté aux investissements industriels une somme de 4 312 millions d'escudos CV en prix constants de 1982, soit en d'autres termes un investissement annuel moyen de 1 075 millions d'escudos (représentant près de 2,6 fois le chiffre de 1981, année où les investissements avaient atteint leur maximum depuis l'indépendance, à savoir 470 millions). Cette somme représentait environ 20 pour cent des dépenses de développement des différents secteurs, ce qui montre bien l'importance accordée au secteur manufacturier.

Le nombre de postes nécessaire pour la création et l'exploitation de l'appareil industriel a été estimé à 1 450.

Le programme d'investissement devait être révisé en 1983 et les budgets de 1983 et 1984 ont été réduits pour toutefois augmenter considérablement en 1985. Le plan annuel de 1984 comportait une réduction considérable de l'investissement et de l'emploi par rapport au programme arrêté. Pendant les trois premières années d'exécution du plan, 2 451,7 millions d'escudos CV ont été investis dans l'industrie, soit près du double du chiffre de 1981, année du plus gros investissement effectué depuis l'indépendance, à savoir 420 millions d'escudos.

Le tableau 8 expose brièvement le programme (initial, révisé et annuel) et son exécution.

Tableau 8

Premier Plan national de développement - 1982-1985
Réalisation du programme d'investissements

	Investissements (en millions d'escudos CV en valeur constante)				
	1982	1983	1984	1985	TOTAL
Prévision initiale (82)	491,3	1.555,0	1.645,6	1.582,9	5.275,7
Prévision révisée (83)	491,3	974,0	913,9	2.240,0	4.619,2
Plan annuel	491,3	974,0	426,7	203,5	2.095,5
Réalisation	858,3	1.351,3	242,2	102,2	2.544,0

La faiblesse relative des investissements par rapport aux prévisions initiales est due au fait que plusieurs projets primitivement prévus n'ont pas été entrepris, comme par exemple la cimenterie, les salines de Maio, le renflouement d'ONAVE, la brasserie et l'entreprise de travail des métaux légers, et ce surtout en raison de la faible aptitude du pays à établir des études et à en assurer l'exécution, et des retards intervenus dans les négociations avec les pays donateurs. Ces projets devraient être exécutés pendant le deuxième Plan.

Les résultats recherchés, création d'emplois, réduction du déséquilibre de la balance du commerce extérieur, exportations, et contribution des secteurs au PIB sont loin d'avoir été atteints dans la mesure souhaitée. Cela est dû aux facteurs suivants : le rapport capital/emploi des projets exécutés a été, en moyenne, supérieur à l'attente : le taux d'utilisation de la capacité créée est resté très faible (40 pour cent environ) : les projets d'exportation ont eu du mal à trouver des débouchés.

Plusieurs projets particulièrement intéressants ont été exécutés pendant cette période de trois ans, tels que le chantier de réparations navales de Saint Vincent ^{1/} (la plus grande entreprise créée dans le pays), l'Entreprise publique de conservation et de réparation du matériel (SONACOR) et la fabrique de pâtes alimentaires (FAMA). La construction de l'usine de la Société industrielle de peintures (SITA) a considérablement avancé.

De plus, on a fait des études concernant divers projets - huiles comestibles, plastiques, soudure, fonderie, qui feront partie du deuxième Plan.

Le premier PND a proposé de prendre dans le secteur manufacturier les mesures suivantes :

- renforcement institutionnel du secteur et amélioration de sa capacité de planification :
- création d'un organisme de promotion et d'appui aux petites et moyennes entreprises :
- définition d'un système d'incitations en vue de promouvoir le développement industriel et de favoriser les exportations.

En ce qui concerne la première de ces mesures, on a créé en 1983 le Secrétariat d'Etat à l'industrie et défini ses divers services, dont un bureau d'études et de planification.

Le projet PNUD/ONU/CI/CV "Appui à l'industrie" a démarré dès 1983. Il a pour principal objectif d'améliorer la capacité de planification du secteur. La table ronde sur le développement industriel tenue dans le cadre de ce projet a joué un rôle extrêmement important. Elle a fourni aux participants au processus d'industrialisation l'occasion de se réunir et de réfléchir sérieusement au développement de l'industrie.

1/ Le taux élevé d'exécution s'explique par les fluctuations du cours du dollar par rapport à l'escudo du Cap-Vert.

A la suite du projet ci-dessus et de négociations avec la Banque mondiale, une ligne de crédit de 4 millions de dollars a été ouverte en vue du financement de projets industriels et l'on organise un service de développement industriel afin de promouvoir les projets jugés dignes d'un financement.

ETAT ACTUEL DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

1. Caractéristiques du secteur

Le Gouvernement s'efforce depuis dix ans d'industrialiser mais vu les lenteurs qui accompagnent le démarrage d'un processus de développement industriel et la difficulté que présente la création d'un environnement favorable à l'initiative privée, le rôle que jouent les industries manufacturières dans le contexte économique du Cap-Vert reste assez limité. Son importance se définit surtout de la façon suivante :

- il représente 8 pour cent de la production totale :
- il emploie 7 pour cent de la main-d'oeuvre et ses ventes à l'étranger représentent environ 49 pour cent (réparations navales comprises) du total des ventes du pays.

Ces pourcentages sont loin de correspondre aux efforts faits, surtout pendant la période fixée pour l'exécution du Plan national de développement. Il suffit d'ajouter que 40 pour cent seulement de la capacité de production créée sont utilisés. Sa pleine utilisation pourrait, à l'avenir, constituer un important facteur de croissance industrielle sans que de nouveaux investissements soient nécessaires.

Le tableau 9 donne quelques indicateurs de l'évolution de ce secteur depuis 1980.

Tableau 9

Principaux indicateurs du secteur manufacturier

	1980	1984	Croissance 1980-1984 (%)	Croissance annuelle moyenne (%)
Valeur brute de la production (milliers d'escudos CV)	513.400	1.193.086	232,4	23,5
Emploi	1.876	3.080	164,2	13,1
Productivité brute (2)	274	396	144,5	9,6
Salaires	116.216	337.404	290	30,5
Investissements (milliers d'escudos CV) (3)	35.000	151.118,8	432	44,1
Exportations (milliers d'escudos CV)	62.588	94.692	151,3	10,9
Nombre d'entreprises (1)	108	188	174,1	14,9

(1) A l'exclusion des distilleries de rhum

(2) Milliers d'escudos CV par emploi

(3) Investissements publics

Les principales conclusions à tirer au sujet de la croissance du secteur manufacturier depuis le début de la décennie sont, en prix constants, les suivantes :

- le nombre des entreprises industrielles (rhum exclu) a augmenté de 75 pour cent ;
- le nombre des ouvriers, qui s'élève actuellement à environ 3 100, a augmenté de 1.200 ;
- en prix constants de 1980, la production brute est 2,3 fois supérieure à celle de cette année ;
- les exportations d'articles manufacturés ont augmenté en moyenne de 10,9 pour cent par an, bien qu'une partie considérable des investissements aient été faits en vue de la substitution aux importations ;
- les investissements publics ont rapidement augmenté, pour atteindre un montant 4,4 fois supérieur à celui de 1980 ;

- la productivité a augmenté en moyenne de 9,6 pour cent par an, c'est-à-dire moins que les salaires (30,5 pour cent) ce qui n'a pas contribué à rendre les produits concurrentiels sur les marchés extérieurs :
- la part de la production industrielle dans la production totale a passé de 6,1 pour cent en 1980 à près de 8 pour cent en 1984.

2. La structure industrielle

Les chiffres dont on dispose permettent de caractériser la structure industrielle du Cap-Vert. Le tableau 10 donne les informations essentielles.

Tableau 10

Nombre d'entreprises, emploi, production brute et productivité en 1984

	Nombre d'en- treprises	Emploi		Production brute		Productivité brute Valeur en 10 ³ ECV
		Nombre de salariés	%	Valeur en 10 ³ ECV	%	
Industries						
<u>Basées sur les ressources marines</u>	<u>6</u>	<u>404</u>	<u>13,1</u>	<u>61.217</u>	<u>4,6</u>	<u>151,5</u>
- Extraction du sel (a)	2	190	6,2	34.957	2,6	134,0
- Conserverie de poisson	4	214	6,9	26.258	2,0	132,7
<u>Agro-alimentaires, boissons, tabac</u>	<u>205</u>	<u>791</u>	<u>25,7</u>	<u>713.352</u>	<u>53,6</u>	<u>901,8</u>
- Viandes et conserves	4	139	4,5	83.985	6,3	604,2
- Meuneries	1	36	1,2	212.029	15,9	5.889,7
- Boulangeries	82	437	14,2	207.530	15,6	474,9
- Biscuits	6	80	2,6	35.965	2,7	449,6
- Aliments du bétail	1	35	1,1	41.379	3,1	1.182,3
- Rhum	107	négligeable		28.127	2,2	-
- Boissons rafraichissantes	3	30	1,0	8.028	0,6	267,6
- Tabac	1	34	1,1	96.309	7,2	2.832,6
<u>Matériaux de construction</u>	<u>34</u>	<u>616</u>	<u>18,5</u>	<u>189.000</u>	<u>13,4</u>	<u>311,2</u>
- Pouzzolanes (b)	1	23	0,8	4.000	0,3	173,9
- Menuiserie (c) et ameublement (f)	28	504	16,4	160.000	12,1	317,5
- Articles en céramique	3	13	0,4	1.410	0,1	108,5
- Plâtre, chaux et articles en plâtre (d)	1	32	1,0	3.250	0,2	145,0
- Mosaïques et tuiles	1	4	0,1	469	-	117,3
- Articles en ciment (e) (f)	1	40	1,3	14.382	1,1	359,5
<u>Travail des métaux</u>	<u>30</u>	<u>864</u>	<u>28,0</u>	<u>220.670</u>	<u>16,6</u>	<u>255,4</u>
- Génie civil, mécanique	28	495	16,0	92.170	6,9	186,2
- Construction navale	2	369	12,0	128.500	9,7	348,2

Tableau 10 (suite)

<u>Divers</u>	<u>17</u>	<u>405</u>	<u>13,1</u>	<u>151.321</u>	<u>11,4</u>	<u>373,6</u>
- Vêtements	6	156	5,1	59.000	4,4	378,2
- Chaussures	1	68	2,1	33.500	2,5	492,6
- Imprimerie et arts graphiques	7	160	5,2	44.729	3,4	279,6
- Articles pharmaceutiques	1	15	0,5	10.242	0,8	682,8
- Rechapage de pneus	2	6	0,2	3.880	0,3	646,6
TOTAL	259	3.080	100	1.330.071	100	431,8

Source : d'après les enquêtes trimestrielles de la Direction des statistiques, estimations de l'Institut national des coopératives pour certains matériaux de construction.

Notes : a) Y compris les services.

b) Production faisant partie d'une entreprise publique de fabrication d'articles en ciment.

c) Ne comprend pas un grand nombre de petites entreprises familiales. Le nombre des entreprises a déjà été estimé à 200, ayant chacune de trois à cinq travailleurs.

d) Les entreprises existantes ne produisent actuellement pas de matériaux de construction.

e) Il n'existe qu'une seule entreprise déclarée fabriquant des articles en ciment. Le reste de la production est dû à des entreprises de bâtiment et à des firmes privées (dont il n'est pas tenu compte en ce qui concerne l'emploi).

f) Estimations.

Il y a environ 300 entreprises industrielles dont une grande part dans le secteur agro-alimentaire (107 distilleries de rhum et 96 boulangeries) : viennent ensuite les matériaux de construction, notamment dans les secteurs de la menuiserie et de l'ameublement, qui comptent déjà des entreprises d'une certaine importance. Les secteurs du travail des métaux et de l'acier ont, eux aussi, conquis une plus grande place dans la structure industrielle.

En plus de ces entreprises industrielles ou semi-industrielles (dont quelques-unes sont déjà modernes), il existe un secteur parallèle consistant en très petites entreprises artisanales. Leur nombre est estimé à 2 000 et elles occupent environ 6 700 personnes, parfois à temps partiel. Chacune d'elles est petite mais leur ensemble présente une importance considérable car elles contribuent à la réalisation d'un des objectifs essentiels du développement socio-économique, la création d'emplois. On ne possède toutefois aucune donnée statistique sur ce secteur.

En ce qui concerne l'emploi, c'est le travail des métaux qui prédomine : le secteur de la mécanique emploie environ 500 ouvriers. Les autres activités industrielles sont, par ordre décroissant d'importance, la menuiserie, l'ameublement, la boulangerie, la réparation navale et la conserverie de poisson.

En ce qui concerne la valeur brute de la production, les industries agro-alimentaires viennent au premier rang car elles comprennent deux des industries dont la production est la plus forte, la boulangerie (207 530 millions d'escudos CV) et la meunerie (212 029 millions). Les industries produisant pour plus de 100 millions d'escudos CV sont la menuiserie, l'ameublement et la réparation navale.

Ces chiffres montrent bien que même dans le secteur déclaré, il y a des entreprises de très petite taille et que l'évolution récente a accusé les différences d'échelle entre les entreprises.

Les entreprises occupant de 5 à 9 personnes sont les plus nombreuses : viennent ensuite celles de 10 à 19 personnes. Cette dernière catégorie comprend toutefois le plus grand nombre de firmes (environ 37 pour cent du total). Cinq entreprises - conserverie de poisson, réparations navales, vêtements et réparations mécaniques, occupent plus de 100 personnes.

3. Productivité et salaires

La production brute par ouvrier dépend aussi de l'importance de l'entreprise. Celles qui emploient de 20 à 49 personnes ont la plus forte productivité dans le secteur manufacturier, et celles qui en emploient moins de cinq ont la plus faible.

Il y a également des différences de productivité selon les secteurs (voir tableau 11). C'est le secteur agro-alimentaire qui présente la plus forte productivité alors que celui des industries à base de ressources marines a la plus faible.

Tableau 11

Productivité brute et salaires moyens de quelques industries
(en milliers d'escudos CV)

	Productivité brute (1)			Niveau moyen de salaire annuel		
	1983	1984	taux de croissance (%)	1983	1984	taux de croissance (%)
Extraction du sel	125,1	184,0	49	52,8	60,0	13,6
Conserverie de poisson	214,9	122,7	-43	55,1	66,0	19,8
Meunerie	4.239,8	5.889,7	39	140,2	152,2	28,6
Biscuits	456,9	449,6	-2	51,3(2)	négligeable	
Alimentation du bétail	1.282,2	1.182,3	0,2	115,9	126,5	9,1
Boissons rafraîchissantes	240,9	267,6	11,1	61,9	67,7	9,4
Tabac	1.282,2	2.832,6	20,9	120,6	142,1	17,8
Vêtements	336,1	378,2	-2,5	79,7	103,1	29,4
Chaussures	312,5	492,6	57,6	81,9	88,3	7,8

1) PIB/emploi

2) Une seule entreprise

D'après les chiffres qu'on possède sur quelques activités (voir tableau 11) l'augmentation des salaires a, de 1983 à 1984, été supérieure à celle de la productivité brute qui a baissé dans certaines industries (conserverie de poisson, vêtement et biscuits). Cette évolution doit être interprétée en considération de la nécessité de rendre la production industrielle du pays concurrentielle sur les marchés extérieurs : elle exige la création de programmes de formation et une meilleure utilisation de la capacité de production. Ce sont là deux facteurs susceptibles d'améliorer la place du Cap-Vert dans la division internationale du travail.

DEUXIÈME PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT ET RÔLE DE L'INDUSTRIE

Le deuxième Plan national de développement, dont l'approbation est encore en discussion au niveau ministériel, inaugurerà la seconde phase du processus de développement.

Les objectifs de cette phase, consacrée au développement extensif et à la création de la base technique et matérielle, sont les suivants :

- création d'un appareil de production solide :
- équilibrage des relations extérieures :
- taux élevé de croissance simultanée de la production, de l'emploi et du capital fixe.

En présence de ces objectifs et comme il est peu probable que d'autres secteurs économiques non industriels puissent contribuer à leur réalisation, le rôle de l'industrie devient plus important à moyen terme. En fait, le Cap-Vert doit relever les principaux défis suivants :

- créer un nombre d'emplois suffisant pour absorber ou endiguer les pressions que subit le marché du travail :
- ramener le déséquilibre de la balance extérieure à des niveaux compatibles avec les possibilités de financement extérieur.

Dans la situation économique actuelle, ces tâches n'ont pas grand chose à attendre des secteurs non industriels.

En ce qui concerne l'emploi, seuls le bâtiment, le tourisme et quelques services (d'ailleurs parfois temporaires) offrent des possibilités de création d'emploi alors que les secteurs de l'agriculture et des pêcheries ne peuvent, dans le meilleur des cas, faire mieux que maintenir leurs niveaux d'emploi actuels.

En ce qui concerne le potentiel de contribution à la réduction du déséquilibre des échanges extérieurs, il faut citer les trois secteurs non industriels suivants : le tourisme, les services en rapport avec les transports internationaux et les pêcheries. Au cas où les précipitations retrouveraient les niveaux constatés avant la sécheresse actuelle, on pourrait y ajouter l'agriculture mais même en ce cas, la pénurie alimentaire resterait grave.

Tout cela montre bien l'importance du rôle moteur du secteur manufacturier dans le processus de développement socio-économique du Cap-Vert. Les résultats du deuxième PND dépendront donc de la stratégie qui sera adoptée dans ce secteur.

Cette stratégie est toutefois déterminée par une série de facteurs qui vont être brièvement exposés ci-après.

De nombreux obstacles pourront être franchis : d'autres, inhérents à la nature des choses, devront être acceptés. Ils représentent à eux tous un immense défi à la capacité d'entreprise du pays.

1. Perspectives du développement industriel

Facteurs déterminants et possibilités

Facteurs déterminants

a) Les faiblesses de l'appareil industriel. En l'absence de toute tradition industrielle au moment de l'indépendance et vu la lenteur inhérente au processus d'industrialisation, il n'est pas surprenant que les efforts des années récentes n'aient pas donné de très grands résultats. Pour atteindre l'industrialisation, il ne suffit pas de créer un ensemble d'entreprises, il faut essentiellement établir un environnement favorable à la réalisation d'activités industrielles.

b) L'absence d'une politique de commercialisation, surtout due à la faiblesse du secteur et au fait qu'il est relativement récent. Il faudra la définir le plus tôt possible car elle exige des mesures dont les effets ne se feront sentir qu'au bout d'un certain temps.

c) L'étroitesse du marché intérieur : une population peu nombreuse dont le revenu par tête est faible, ce qui ne permet pas les économies d'échelle et la production bénéficiaire de certains articles.

La croissance projetée vise un marché intérieur en l'an 2000 qui serait 3,5 fois celui d'aujourd'hui - 310 000 habitants d'un revenu par tête de 355 dollars en 1984 et 500 000 habitants avec un revenu par tête de 700 dollars en 2000.

Satisfaisante en ce qui concerne le marché, cette croissance est loin de pouvoir soutenir une forte croissance industrielle.

d) Pauvreté des ressources naturelles. Le Cap-Vert manque d'eau et de sources traditionnelles d'énergie. Il ne possède que quelques ressources minérales d'ailleurs inégalement réparties entre les îles. Il faut quand même exploiter les ressources existantes et on pourra par exemple faire quelque chose en ce qui concerne les matériaux de construction et les sources renouvelables d'énergie. La dépendance à l'égard de l'étranger en ce qui concerne les matières premières, les produits intermédiaires et les biens d'équipement ne manquera cependant pas de peser lourdement sur les coûts de production. C'est pourquoi il faudra atteindre des niveaux de productivité élevés si l'on veut que les produits soient concurrentiels.

e) Insuffisance de la formation du personnel à tous les niveaux notamment chez le personnel de direction et de gestion indispensable à une croissance rapide et efficace du secteur industriel, insuffisance à laquelle il faudra remédier

f) Configuration géographique du pays : l'insularité est, à elle seule, un facteur défavorable aggravé par la dispersion du territoire en neuf îles. Cette situation entraîne une aggravation des dépenses d'infrastructure, notamment en

ce qui concerne les transports, et aussi des coûts plus élevés sur le marché international. Les éléments à importer coûtent plus cher et les produits à exporter aussi.

g) Limitations au financement des projets. Le Cap-Vert a bénéficié d'une balance des paiements favorable due aux versements des émigrants et à l'aide extérieure. Mais des difficultés sont à prévoir pour l'avenir.

h) Limitations de caractère institutionnel surtout en ce qui concerne l'établissement, la gestion et le suivi des projets, et le défaut d'instruments de politique industrielle permettant d'apporter le soutien nécessaire aux investisseurs.

i) Eventail des rémunérations défavorable aux fonctionnaires publics, ce qui incite les cadres supérieurs à se désintéresser du service public, voire à l'abandonner.

Possibilités

a) Bilan positif du Gouvernement depuis l'indépendance. Les résultats obtenus, à partir d'un état de faiblesse économique et sociale à tous les niveaux hérité de la dépendance coloniale ont inspiré confiance aux pays donateurs et permis de faire face à des défis tels que l'industrialisation.

b) Ressources humaines qui sont incontestablement un facteur positif à développer. Le travailleur du Cap-Vert est, dans le contexte des pays en développement et surtout des moins avancés, un individu qui s'intéresse à son travail et dont le niveau culturel et professionnel est supérieur à la moyenne. Une formation bien conçue donnera des résultats appréciables en peu de temps.

c) La position géoéconomique du pays, favorable aux rapports intercontinentaux. L'aidera à développer le commerce extérieur et en conséquence à trouver à l'étranger des débouchés pour ses produits manufacturés, surtout si ce mouvement est appuyé par une politique commerciale dynamique et par des transports maritimes appropriés.

d) L'importance des investissements qui pourront procurer des bénéfices si le taux d'utilisation des capacités augmente. C'est la raison pour laquelle la croissance industrielle a moins besoin de ressources financières.

e) Quelques ressources naturelles qu'il faudra exploiter : des minéraux qui peuvent servir de matériaux de construction, voire être exportés vers des pays de l'Afrique de l'ouest qui en achètent : des ressources marines - poissons et crustacés - et la production et l'exportation du sel.

f) Une aptitude populaire à imaginer et confectionner des objets avec pas grand chose : broderies, vêtements, fleurs en papier, vannerie et articles en sisal et jusqu'à des instruments de musique.

Convenablement guidée et appuyée, cette aptitude peut devenir un important facteur de création d'emplois et d'équilibre pour la population locale tout en procurant des devises, soit grâce au tourisme, soit même en exportant.

2. Stratégie d'industrialisation : virage et continuité

Pendant le premier PND, la stratégie adoptée pour le secteur manufacturier visait avant tout la création d'industries propres à satisfaire certains besoins intérieurs, tant en ce qui concerne les biens de consommation que les produits intermédiaires, au moyen d'une exploitation rationnelle des ressources naturelles limitées. Les exportations n'avaient pas le rôle principal encore qu'on se soit efforcé de profiter des occasions qui se sont présentées, comme l'atteste la plus grande entreprise du secteur industriel réalisée pendant le premier plan, à savoir les chantiers navals de Saint Vincent.

Ce n'était pas à proprement parler un modèle de substitution aux importations (les recettes en devises attendues de la fourniture de services industriels par les chantiers navals de Mindelo auraient peut-être dépassé les économies réalisées en produisant dans le pays certains articles auparavant importés si le secteur n'avait pas été atteint par une crise mondiale) mais au fond, c'était bien de cela qu'il s'agissait.

Plusieurs facteurs déterminants mentionnés plus haut allaient bientôt rendre évidente les limitations d'un tel modèle, et le Gouvernement du Cap-Vert fut amené à faire l'essai d'un autre modèle plus durable. Si d'une part l'étroitesse démographique et économique du marché intérieur est considérée comme l'un des principaux obstacles à l'établissement d'un modèle de substitution aux importations, de l'autre la pénurie de certains facteurs indispensables à l'industrie tels que l'eau et l'énergie risque, à moins qu'on y porte remède, de compromettre la validité d'un modèle uniquement axé sur les exportations qui viserait à tirer partie de la situation géo-économique du pays.

Le modèle d'industrialisation du deuxième PND doit donc être un modèle de transition et de virage où se rencontrent une certaine méthode de substitution aux importations (méthode en train de s'épuiser) et la promotion des exportations. Ce sera une période de transition et d'étude pendant laquelle il faudra créer les conditions permettant à l'industrialisation du pays de s'intéresser surtout aux marchés extérieurs. Le critère décisif de choix des projets industriels aura à déterminer quels sont ceux qui, tout en contribuant à satisfaire les besoins intérieurs, pourront créer des excédents exportables.

La position géo-économique du pays, situé stratégiquement au carrefour des routes entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques, sera le vecteur central de ce modèle de virage et de continuité. Cependant, les industries qui permettront de prendre ce virage ne seront pas sensiblement différentes de celles auxquelles le modèle de substitution aux importations avait donné la priorité : agro-alimentaire, matériaux de construction, travail des métaux. Les industries basées sur la mer et celles qui fournissent des services industriels (réparation de navires) viennent en complément des précédentes car ce sont des secteurs qui, vu leur position géo-économique dans le pays, doivent être développés. Ils avaient déjà déterminé la stratégie du PND dans un esprit de substitution aux importations et c'est ce qui explique la continuité.

Les expériences modestes faites dans les domaines du vêtement, des articles pharmaceutiques et de la chaussure, et les perspectives offertes par l'exploitation des ressources marines (poisson et sel) et la réparation de navires viennent

à l'appui de la théorie du virage du modèle d'industrialisation, mais la phase de transition préliminaire, destinée notamment à établir une stratégie de promotion des exportations et une politique technologique, reste indispensable.

La stratégie d'exportation doit tenir compte (et ce sera là le principal point qui déterminera comment le Cap-Vert pourra pénétrer sur le marché mondial) du fait que la division internationale du travail résulte en grande partie des avantages relatifs que les pays en développement sont jugés présenter en se spécialisant dans la production d'articles à faible valeur ajoutée. Cette situation, notamment en Afrique, a contribué à une détérioration croissante des termes de l'échange à laquelle, bien souvent, l'aide extérieure elle-même n'arrive pas à remédier. Les structures industrielles des pays d'Afrique se concurrencent entre elles plus qu'elles ne se complètent. C'est ce qui explique dans une certaine mesure que les courants commerciaux aillent vers le Nord.

L'abondance des ressources humaines et la pénurie de ressources naturelles, notamment l'eau et les sources traditionnelles d'énergie, exigent toutes deux un choix judicieux de combinaisons productives et la priorité des industries à forte intensité en main-d'oeuvre.

Les techniques à adopter devront être suffisamment directes pour pouvoir être pratiquées par le pays et, jusqu'à un certain point, dans certaines limites, assez peu coûteuses pour pouvoir se répandre. Il faudra donc, quand on choisira des techniques destinées à des activités exportatrices, donner la priorité aux pays capables de fournir des modèles technologiques en rapport avec un type d'industrie donné.

Enfin, il ne faudra pas perdre de vue que la stratégie industrielle à mettre en oeuvre dépend aussi de facteurs extérieurs. Une attention particulière devra donc être accordée aux points suivants :

- les installations de transport dans la mesure où la situation géographique du Cap-Vert permet une croissance sensible des exportations, à condition d'organiser des transports appropriés, notamment maritimes.

- les mesures à prendre en matière de salaires, de formation du personnel, de commerce et de transport. Ce sont des instruments tout aussi indispensables à la pénétration du pays sur les marchés étrangers que ceux qui ont strictement trait au domaine industriel.

- le rapport salaires/productivité. Pour que les salaires entretiennent des niveaux socialement et économiquement satisfaisants sans compromettre la compétitivité de la production nationale, la productivité doit augmenter plus vite que les salaires. Ceci exige le développement des ressources humaines, en d'autres termes le renforcement des moyens de formation du personnel à tous les niveaux.

3. Le rôle des divers agents économiques dans l'application de la stratégie

Tant que prévaudront les conditions économiques actuelles, l'Etat devra remplir son rôle central qui est d'encourager et de diriger le développement industriel. L'Etat doit continuer à agir directement sur l'économie tout au moins pour développer les entreprises jugées présenter une importance stratégique

pour le pays, en appuyant des projets qui, vu les ressources qu'ils nécessitent ou les risques qu'ils comportent, dépassent les moyens des entrepreneurs privés ou ceux qui, vu leur technicité et l'étroitesse du marché, pourraient créer des situations de monopole nuisibles à l'indépendance de la nation.

De plus, l'Etat peut et doit jouer un rôle dynamique quand il s'agit de mobiliser l'épargne et les ressources intérieures, d'attirer les investissements étrangers qui apportent les techniques, le savoir-faire et l'aptitude à la gestion indispensables à l'édification d'une base industrielle solide.

C'est pourquoi il est bon que les investissements publics productifs soient de plus en plus aiguillés vers la création d'entreprises mixtes associant les initiatives nationales et étrangères capables de contribuer au développement des capacités créatrices du pays.

Un grand effort de rationalisation du secteur public existant s'impose aussi. Il faudra à cet effet améliorer les aptitudes à la gestion des entreprises et rénover le cadre des dispositions qui régissent les rapports entre l'Etat et les sociétés dont il possède une part du capital.

En ce qui concerne le secteur privé, il faudra créer un environnement favorable au moyen de diverses mesures dans les domaines du crédit, de la commercialisation, de l'élaboration et du transfert des technologies. Il faudra aussi adopter un code de l'investissement étranger définissant nettement les "règles du jeu" et les incitations susceptibles d'attirer les capitaux étrangers. On peut aussi envisager la création d'une zone franche.

L'importance de la contribution du secteur parallèle et coopératif à la solution du problème de l'emploi est elle aussi reconnue. L'Etat devra prendre des mesures concrètes pour le soutenir.

4. Les principaux instruments de la politique industrielle

Les instruments de politique industrielle adoptés en vue d'atteindre les objectifs voulus peuvent se classer en trois catégories :

- instruments de caractère législatif :
- instruments d'action directe :
- instruments concernant les infrastructures physiques essentielles (sol, transport, énergie ...), le personnel et le crédit.

En ce qui concerne la législation qui intéresse directement l'industrie, il faut encourager la promulgation de textes qui expriment nettement la volonté politique d'accélérer le processus d'industrialisation et d'y faire participer activement les entrepreneurs privés.

Il est donc jugé particulièrement nécessaire de promulguer la loi du développement industriel qui fixera les principes et les objectifs fondamentaux ainsi

que les instruments de la politique industrielle (appui fiscal, institutionnel, etc) ainsi que le Code des investissements étrangers.

Dans le domaine de la promotion, l'instrument essentiel est l'Unité de promotion industrielle (UPI) dont les activités seront multiples (définition, établissement et promotion de projets industriels, assistance technique aux entreprises, formation etc.) mais porteront toujours sur le lancement de projets nouveaux.

Outre le renforcement de l'UPI on envisage pour le second PND les actions suivantes :

- création d'un bureau d'établissement des projets :
- création d'un service de diffusion et d'information industrielles.

Parmi les mesures préconisées, celles qui concernent la formation sont au premier plan. La politique d'industrialisation rend évidemment nécessaire la réforme et la mise à jour du système de formation existant tant à l'échelon du personnel (intensification et intégration de matières fondamentales telles que techniques industrielles, techniques de gestion etc.) qu'à l'échelon scolaire de base. L'industrialisation a besoin de cadres moyens et supérieurs. Une des mesures jugées urgentes au cours du second PND est l'établissement d'un plan global de formation qui évaluera les structures existantes et la formation industrielle et définira les besoins des divers participants au processus de développement industriel.

Le programme de développement et de renforcement des entreprises d'Etat dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie propose l'adoption d'une série de mesures et notamment la création d'un bureau chargé de suivre les opérations des entreprises publiques et mixtes.

En ce qui concerne les transports et communications, il est question entre autres des tarifs, de la régularité et de la diversification des parcours, etc. Cette question présente une importance particulière pour la promotion des exportations. En ce qui concerne les sols et la nécessité d'accélérer l'affectation des terrains, il faut définir et fixer des zones industrielles dotées du minimum d'installations nécessaires à l'activité industrielle.

Au sujet du financement, un grand pas en avant a été fait grâce à l'ouverture à la Banque mondiale d'une ligne de crédit pour l'industrie en faveur de la Banque du Cap-Vert.

Il faut s'efforcer de fixer a priori les règles qui faciliteront la prise de décisions concernant les besoins financiers des entreprises participant aux projets. Pour stimuler et entretenir l'action, on devra envisager d'autres mécanismes financiers tels que crédit à l'exportation, etc.

En ce qui concerne la législation fiscale et douanière il faudra revoir et clarifier les dispositions existantes car le système actuel n'est pas satisfaisant. Le très important régime de l'import-export est actuellement trop lent et beaucoup trop bureaucratique. Des réformes profondes sont nécessaires afin d'accélérer les démarches pour répondre aux besoins des entreprises.

Il reste enfin à examiner la nécessité de mieux protéger certaines industries car l'entrée libre d'articles qui concurrencent les fabrications locales a entraîné de graves difficultés pour certaines entreprises et parfois menacé leur existence même.